3.1 LES OFFICIERS PUBLICS ET MINISTÉRIELS, LES ADMINISTRATEURS ET MANDATAIRES JUDICIAIRES

Au 1er janvier 2026, le nombre d'officiers publics et ministériels (OPM) s'élève à 22 000. Les notaires représentent 81 % des OPM, les commissaires de justice 17%, les greffiers des tribunaux de commerce et les avocats aux conseils 1 % chacun. Parmi les OPM, 63 % exercent en qualité d'associé, 11 % en tant qu'individuel, 26 % comme salarié. Leur âge moyen s'établit à 46,5 ans. Plus de la moitié (56 %) sont des femmes, en moyenne plus jeunes que les hommes : 44,8 ans contre 48,7 ans. Ces OPM exercent au sein de 9 900 offices, parmi lesquels 60 % sont constitués en société, dont 34 % le sont en société civile professionnelle.

Sur les 18 000 notaires exerçant au 1er janvier 2026, 5 200 sont salariés (30 %) et 12 000 exercent à titre libéral, dont 10 000 avec associé(s) (59 %). Parmi les OPM, la profession de notaire s'avère à la fois la plus jeune (46,2 ans en moyenne) et la plus féminisée (59 % d'entre eux sont des femmes).

Parmi les 3 700 commissaires de justice, 53 % sont des femmes. Ils ont en moyenne 47,6 ans, les femmes étant en moyenne plus jeunes que les hommes (44,1 ans contre 50,6 ans). Dans leur grande majorité, ces commissaires exercent en tant qu'associé(s) (78 %) ; les salariés ne représentent que 10 % de cette profession. 68 % des offices sont constitués en sociétés dont 61 % en sociétés d'exercice libéral.

Les greffiers des tribunaux de commerce (230) et les avocats aux conseils (130) sont les professions où le taux d'associés est le plus élevé, respectivement 89 % et 83 %. La profession d'avocat aux conseils est la moins féminisée de toutes celles des OPM (30 % de femmes).

Dans le cadre de la justice commerciale, 180 administrateurs et 340 mandataires judiciaires officiaient dans respectivement 80 et 185 études au 1er janvier 2026.

Définitions et méthodes

Un **officier ministériel** est une personne titulaire d'un office conféré à vie par l'État et nommé par décision d'un ministre.
Un **officier public** est une personne délégataire de la puissance publique de l'État au nom duquel il confère l'authenticité aux actes relevant de sa compétence. Même si tous les officiers ministériels ne sont pas des officiers publics, on les regroupe sous le même terme d'**officier public et ministériel**.

Modes d'exercice des professions d'officiers publics et ministériels : les professions d'officiers publics et ministériels peuvent être exercées à titre individuel, d'associé avec un ou plusieurs confrères ou encore de salarié.

Notaire : officier public et ministériel qui rédige et reçoit des actes ou contrats auxquels il confère un caractère « authentique » (ex : testament, vente d'immeuble, contrat de mariage, divorce par consentement mutuel, etc.).

Huissier de justice : officier public et ministériel qui délivre des actes judiciaires (ex : convocation en justice) et procède à l'exécution forcée des décisions de justice (ex : expulsion, saisie, etc.).

Commissaire-priseur judiciaire : officier ministériel qui procède aux ventes judiciaires (prescrites par la loi ou la justice) de meubles et effets mobiliers corporels (vêtements, bijoux, etc.) aux enchères publiques.

Commissaire de justice : profession créée le 1er juillet 2022, résultant de la fusion des métiers d'huissier de justice et de commissaire-priseur judiciaire. Les professionnels qui n'ont pas encore réalisé la formation nécessaire pour exercer la plénitude des compétences de la nouvelle profession continuent d'exercer sous leur ancien titre et ne peuvent accomplir que les actes auparavant réservés à leur profession d'origine. Ils devaient réaliser cette formation avant le 1er juillet 2026, faute de quoi ils sont, à cette date, interdits d'exercer.

Greffier de tribunal de commerce : officier public et ministériel qui assiste les juges du tribunal de commerce à l'audience et le président dans ses tâches administratives et dirige les services du greffe (secrétariat) du tribunal de commerce.

Avocat aux conseils : officier ministériel qui assiste et représente les plaideurs devant le Conseil d'État et la Cour de cassation.

Administrateur judiciaire : dans le cadre d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire, il est chargé d'assister ou de surveiller le débiteur en difficulté, voire d'administrer son entreprise.

Mandataire judiciaire : dans le cadre des procédures de sauvegarde, de redressement et de liquidation, il est chargé de représenter les créanciers.

Champ : France.

Sources : ministère de la Justice, SG, SSER, exploitation statistique des données du portail OPM (figures 1, 2, 3 et 4), ministère de la Justice, Direction des affaires civiles et du Sceau (figure 5).

Pour en savoir plus : « L'installation des notaires de la première carte (2016-2018) », *Infostat Justice* 181, mars 2021.

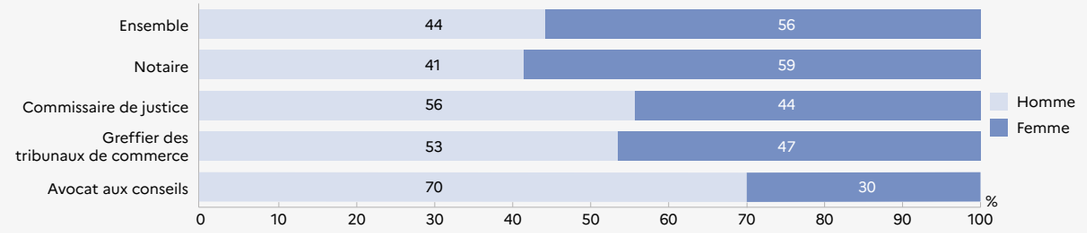
1. Officiers publics et ministériels au 1er janvier 2026 selon le mode d'exercice

unité : effectif

	Total	Associé	Individuel	Salarié
Total	**21 758**	**13 652**	**2 476**	**5 630**
Notaire	**17 661**	10 413	2 033	5 215
Commissaire de justice	**3 739**	2 928	420	391
Greffier des tribunaux de commerce	**231**	205	7	19
Avocat aux conseils	**127**	106	16	5

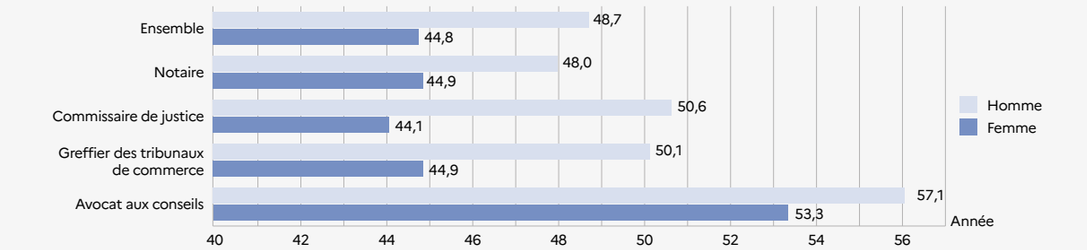
2. Officiers publics et ministériels au 1er janvier 2026 selon le sexe

unité : %



3. Âge moyen des officiers publics et ministériels au 1er janvier 2026, selon le sexe

unité : année



4. Nombre d'offices au 1er janvier 2026 selon le mode de gestion

unité : office

	Total(1)	dont Sociétés civiles professionnelles	dont Sociétés d'exercice libéral
Total	**9 890**	**2 030**	**3 882**
Notaire	**7 479**	1 391	2 854
Commissaire de justice	**2 204**	581	919
Greffier des tribunaux de commerce	**137**	21	108
Avocat aux conseils	**70**	37	nc

(1) hors offices vacants ou non pourvus

5. Administrateurs et mandataires judiciaires au 1er janvier 2026

unité : effectif

	Nombre de professionnels	Nombre d'études
Administrateur judiciaire	175	80
Mandataire judiciaire	335	185

RÉFÉRENCES STATISTIQUES JUSTICE | ÉDITION 2026